



76^{ème} Session de l'Assemblée générale
Deuxième Commission

Débat général
General debate

New York, le 05 octobre 2021

Déclaration de la Suisse

Madame la Présidente,

Permettez-moi avant tout de vous féliciter et de vous remercier d'assumer la présidence de cette Commission. La Suisse vous assure de son plein soutien dans l'accomplissement de votre travail.

Mesdames et Messieurs,

La pandémie actuelle qui perdure nous rappelle que les progrès effectués vers un monde plus durable restent encore bien fragiles. La Covid-19 a considérablement ralenti la mise en œuvre de l'Agenda 2030 à travers le monde et affecte aussi négativement le financement du développement durable.

Les vaccins et le dépistage nous permettent toutefois d'entrevoir une perspective de sortie durable. Les leçons à tirer de ces derniers mois difficiles devront nous permettre de mieux anticiper les prochaines crises afin de bâtir un monde résilient.

Nous avons aujourd'hui l'occasion de nous réorienter vers un modèle de société plus inclusif et durable. L'Agenda 2030 est le plan commun qui nous guide à cette fin. L'Accord de Paris sur le climat est l'autre instrument clé qu'il importe d'appliquer sans plus attendre. Face à l'urgence des défis mondiaux qui touchent tous les pays sans exception, nous nous devons d'accélérer la mise en œuvre de ces deux feuilles de route communes. Cette Deuxième Commission, qui nous réunira ces prochaines semaines, doit, elle, continuer à donner les orientations normatives sur les enjeux globaux liés au développement durable. En tant qu'États membres, nous devons faire notre maximum en faveur du compromis et du consensus.

Il est primordial que nous recentrions le travail de la Commission sur les résolutions qui ont le plus d'impact dans la mise en œuvre effective de l'Agenda 2030 et de l'Accord de Paris. En particulier, la résolution Activités opérationnelles pour le développement du système des Nations Unies, est cruciale pour assurer la mise en œuvre effective des réformes. La Suisse est ravie de pouvoir faciliter cette résolution ces prochaines semaines.

Sachant qu'un retour à la normale n'est pas encore d'actualité, nous saluons le fait que les discussions puissent se tenir virtuellement ou sous format hybride. Le fonctionnement continu de l'ONU est fondamental et nous saluons toute mesure qui y contribue.

Mesdames et Messieurs,

Mon pays est prêt à s'engager avec force avec vous tous afin de lutter contre la pauvreté, éliminer les inégalités et les discriminations, prévenir et répondre aux catastrophes, réduire l'impact du changement climatique et la dégradation de la biodiversité et soutenir la transformation des systèmes alimentaires, pour ne citer que quelques thèmes d'actualité. Les incendies et intempéries survenus dans diverses parties du monde ces

dernières semaines nous rappellent à quel point le climat et la biodiversité sont bouleversés par les activités humaines. Tous ces défis ne peuvent être résolus en silo. De solides partenariats sont alors fondamentaux dans la mise en œuvre effective de l'Agenda 2030.

Notre engagement pour le développement, afin d'être véritablement durable, doit nécessairement prendre compte le contexte sécuritaire. En 2022, pour la première fois, la Suisse est candidate à un siège de membre non permanent au Conseil de sécurité pour la période 2023-2024. La Suisse continuera d'œuvrer au sein du Conseil pour l'humanité, le développement durable, le multilatéralisme, l'innovation et la paix.

Permettez-moi de souligner deux autres domaines auxquels nous attachons une importance particulière dans le cadre de l'Agenda 2030 :

Premièrement, les données et statistiques: Sans données et statistiques de qualité, nous naviguons à vue et n'avons aucune indication fiable sur les efforts supplémentaires devant être accomplis dans la mise en œuvre des ODD. La bonne gestion de ces données est primordiale. C'est pourquoi la Suisse est ravie d'accueillir le prochain Forum mondial des Nations Unies sur les données à Berne ce mois-ci.

Deuxièmement, l'évolution technologique et la numérisation. Celles-ci ont rendu nos sociétés plus complexes. Elles nous offrent toutefois la possibilité d'accélérer la mise en œuvre des ODD, tout en permettant une plus grande transparence. La Suisse travaille étroitement avec le monde universitaire et le secteur privé afin de développer des technologies innovantes en faveur de projets qui promeuvent les objectifs de l'Agenda 2030 et de l'Accord de Paris. Genève joue d'ailleurs le rôle de centre pour la politique numérique mondiale. Le monde virtuel ne doit toutefois pas être

une zone de non-droit. Au sein de l'Assemblée générale, la Suisse s'implique pour la promotion d'une conduite étatique responsable et l'application du droit international dans le cyberspace. Nous nous engagerons sur ces aspects, en particulier dans le contexte des résolutions en lien avec les technologies de l'information et des communications, la science et l'innovation au service du développement durable.

Mesdames et Messieurs,

D'avance, nous nous réjouissons des échanges constructifs à venir avec vous tous.

Merci pour votre attention.
